

Sécurité

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord a été marquée par plusieurs attaques de Boko Haram. Six militaires ont trouvé la mort lors d'une attaque du poste de la force multinationale mixte le 21 novembre sur l'île de Darak près du Lac-Tchad, dans le département du Logone et Chari ; huit autres militaires ont été blessés le 22 novembre après l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule à Zamga dans le département du Mayo-Tsanaga. En outre, deux kamikazes ont trouvé la mort lors d'une attaque dans la localité de Mora le 24 novembre ; plusieurs personnes ont également été blessées.

Les autorités locales ont intensifié les contrôles et les fouilles, de jour comme de nuit, et insistent sur le respect des consignes de sécurité en vigueur.

Développements majeurs

La campagne de 16 jours d'activisme contre les violences sexuelles et basées sur le genre a été lancée le 25 novembre dans le camp de Minawao avec pour thème « Relations saines à la maison, à l'école et dans la communauté », mettant spécialement l'accent sur les jeunes. Cette campagne qui se positionne contre toutes sortes de violences sexuelles et basées sur le genre, interpelle chacun à contribuer positivement au bien-être et à la sécurité de tous. C'était l'occasion pour autorités administratives, judiciaires et la Communauté humanitaire, de sensibiliser la communauté réfugiée sur les conséquences néfastes des violences basées sur le Genre et sur la législation nationale réprimant les actes de VBG.



Des jeunes du camp élevant leur voix au lancement des 16 jours d'activisme
 Ph. UNHCR/G. MASSACK

La campagne a également été lancée sur le site de Borgop dans l'Adamaoua par le Préfet du Mbere en présence des autorités administratives, de la communauté humanitaire et des populations réfugiées et hôtes, ainsi que dans les villes de Douala et Yaoundé.

La Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés a effectué une mission du 22 au 25 novembre 2016 dans le site de Gado. Il était question de faire le suivi de ses recommandations émises au cours de l'année 2015 et relatives au respect des droits des réfugiés, notamment l'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi, l'enregistrement des enfants à l'état civil, la libre circulation, les violences faites aux femmes etc... La mission est rentrée satisfaite, de manière générale, des efforts entrepris par la communauté humanitaire sur le terrain.

En vue d'améliorer la protection et la résilience des enfants réfugiés urbains et de renforcer la stratégie globale du HCR sur la protection de l'enfance, une mission de Genève relative à la protection de l'enfance a séjourné à Yaoundé du 22 au 25 novembre, après son passage à Douala la semaine précédente. La mission a rencontré les autorités locales, le personnel des Ministères de la Promotion de la Femme et de la Famille, et des Affaires Sociales, ainsi que les partenaires, la société civile et les différentes communautés de réfugiés urbains. Elle a relevé qu'il existait de bonnes pratiques déjà existantes à Douala et à Yaoundé et que le dispositif en place, ainsi que les relations avec les partenaires étatiques, offrent d'excellentes opportunités qu'il faudrait approfondir et exploiter pour une meilleure protection des enfants réfugiés urbains.

Région de l'Extrême-Nord

Statistiques

Le camp de Minawao compte une population totale de 59 537 individus (15 987 ménages) au 25 Novembre. Les femmes représentent 54% de la population et les hommes 46%.

Protection

Un total de 122 individus (55 ménages) est arrivé spontanément au centre de transit de Gourounguel en provenance des camps de personnes déplacées de Maiduguri et de Fufoure à Yola qu'ils ont fui au Nigéria en raison des conditions de vie qui y sont très difficiles et de la menace des assaillants de Boko Haram. Ces nouveaux demandeurs d'asile sont arrivés dans un état de santé préoccupant, surtout en ce qui concerne les enfants âgés de moins de 5 ans.

Education

Compte tenu de la baisse du taux de scolarisation des enfants inscrits dans les écoles du camp, et en vue de rehausser le nombre d'enfants allant effectivement à l'école, quatre sessions parentales se sont tenues au camp de Zamai sur la nécessité d'une fréquentation scolaire régulière et sur l'accès des enfants à l'éducation, conformément au plan d'action commun élaboré à cet effet par le secteur éducation. 354 parents ont été sensibilisés sur le sujet.

Par ailleurs, en vue de renforcer les capacités d'accueil des écoles du camp de Minawao, 43 salles de classe sont en cours de construction.

Régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord

Biométrie

L'opération de vérification/enrôlement des réfugiés à la biométrie dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord se poursuit. Un total de 1758 individus (946 femmes et 812 hommes) a été enrôlé au cours de la semaine sous rubrique dans le village de Yamba. Depuis le début de l'opération en Février 2016, on compte un total de 100 269 (52 576 femmes et 47 693 hommes) personnes vérifiées. L'opération se poursuivra à Batoua-Godele dans les semaines à venir.

Cohabitation pacifique

Afin de faciliter la cohabitation entre les réfugiés et les communautés hôtes, et de réduire au maximum les risques de conflits, plusieurs séances de sensibilisation ont eu lieu sur le site de Mbilé. Un total de 1391 personnes a ainsi été sensibilisé sur l'importance et les bienfaits de la cohabitation pacifique.

Par ailleurs, les partenaires humanitaires continuent d'apaiser les conflits naissants et de mobiliser les différentes populations pour des activités communautaires d'intérêt général.

Moyens de subsistance

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie d'autonomisation des réfugiés et des populations hôtes des régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord, et afin de les rendre moins dépendants de l'aide humanitaire, trois études sont en cours de réalisation dans les zones concernées. Il s'agit d'abord d'une enquête sur l'économie des ménages qui permettra de déterminer la situation de référence à travers la réalisation d'une cartographie des moyens de subsistance dans les zones, l'étude des activités qui y ont cours, ainsi que les revenus des ménages. Il s'agit ensuite d'une étude des marchés devant permettre d'analyser l'offre et la demande. Il s'agit enfin d'une analyse des chaînes de valeur, qui étudie ce qui est produit localement et comment les produits sont transformés. Les résultats de ces différentes études permettront d'élaborer une stratégie d'autonomisation réaliste et réalisable.



CONTACTS:

Djerassem Mbaiolem | Associate PI/Reporting Officer | mbaiolem@unhcr.org | Tel: +237 691 141 218

Kabami Kalumiya | Associate External Relations Officer | kalumiya@unhcr.org | Tel: +237 691 141 226

Raissa Touraire Ngou | Reporting Assistant | ngou@unhcr.org | +237 693 017 380